

Francophonies d'Amérique



Présentation

Marie-Linda Lord

Number 23-24, Spring–Fall 2007

L'espace rural francophone : perspectives multi/interdisciplinaires

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1005389ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1005389ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lord, M.-L. (2007). Présentation. *Francophonies d'Amérique*, (23-24), 9–13.
<https://doi.org/10.7202/1005389ar>

PRÉSENTATION

FRANCOPHONIES D'AMÉRIQUE

Marie-Linda Lord
Université de Moncton

La notion d'espace rural est une notion floue. L'espace rural n'est plus seulement un espace agricole, ni un monde replié sur lui-même; l'espace rural est maintenant ouvert sur le monde. Les valeurs traditionnelles de la ruralité ont profondément évolué; les comportements ruraux se transforment et s'ajustent à l'urbanisation ambiante, fortement médiatisée. Les modernités de la ruralité créent une dynamique spatiale qui s'inscrit dans la complémentarité ville-campagne. Du point de vue des communautés rurales, leurs aspirations sont elles aussi ouvertes sur le monde, sur le potentiel d'un monde en mouvement, tout en misant sur le développement local, l'investissement de ressources économiques, l'innovation technologique et la valorisation des ressources humaines. Les contours de la ruralité changent. Or, l'espace rural francophone où vivent des minorités fait face effectivement à plusieurs changements simultanés, voire des défis qui peuvent paraître colossaux : déclin démographique, exode des jeunes, vieillissement de la population, exploitation des ressources naturelles en perte de vitesse, activités économiques au ralenti. À l'instar de la population canadienne et mondiale, les francophones s'urbanisent de plus en plus; les régions rurales où souvent les francophones se retrouvent entre eux, majoritaires dans leur village ou leur petite ville, ne jouent plus le même rôle traditionnel en tant que territoire protecteur de la survie linguistique pour l'ensemble de la collectivité francophone. Qu'advient-il alors de l'espace rural francophone? Les textes retenus pour ce numéro thématique proposent divers angles d'étude. Il semble en effet pertinent que des solutions soient envisagées, telles que le nouveau projet de communautés rurales au Nouveau-Brunswick et la promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes

diplômés universitaires. D'autres études s'intéressent à des réalités différentes, dont les relations entre les écoles françaises hors Québec et leur communauté, l'usage d'Internet par les élèves francophones du nord-est de l'Ontario ou encore la vitalité de la langue française tant dans la Basse-Côte-Nord qu'au Nunavik et en Nouvelle-Angleterre.

Dans un texte d'introduction à ce numéro thématique, Michelle Landry, doctorante en développement régional à l'Université du Québec à Rimouski, présente des observations préliminaires quant au rôle des gouvernements locaux en milieu rural en contextualisant l'urbanisation croissante des Acadiens du Nouveau-Brunswick qui migrent vers les centres urbains majoritairement anglophones. Landry rejette la notion d'urbanisation des campagnes et retient plutôt le concept de rurbanisation parce que, selon elle, « la rurbanisation permet de garder une certaine stabilité en population et services dans les régions rurales » et pourrait contribuer « à la continuité de la langue et de la culture ».

Nathalie Boivin, de l'Université de Moncton, s'attarde pour sa part à une initiative inspirée d'un modèle de promotion de la santé qui mise sur la stratégie de renforcement de l'action communautaire. Boivin décrit dans son article les retombées positives de l'application dans un milieu rural du modèle élaboré par Hamilton et Bhatti (1996) auprès de la population francophone desservie par la Régie régionale de la santé Acadie-Bathurst : le projet « a permis d'adopter une approche holistique tenant compte des différents déterminants de la santé de cette collectivité et mettant en exergue les facteurs particuliers qui la taxent davantage : l'analphabétisme et la ruralité. »

L'article suivant aborde également la question de la santé en milieu rural, mais sous l'angle de l'enseignement interprofessionnel. Lynn Casimiro, du Consortium national de formation en santé, volet Université d'Ottawa, en collaboration avec Manon Tremblay, Diane Bouchard-Lamothe et Pippa Hall, de l'Université d'Ottawa, proposent effectivement un modèle de collaboration novateur par la création d'un atelier en ligne intitulé *Soins de santé interprofessionnels en milieu rural : le patient et sa communauté*. Selon les auteures, « cet atelier en ligne sert à doter les étudiants d'un outil de sensibilisation à la pratique interprofessionnelle en milieu rural avant même le début des stages [...]. Le choix d'une modalité d'enseignement en ligne permet d'outrepasser les problèmes d'horaire et de distance [...]. »

La question de l'école de langue française en milieu minoritaire constitue l'objet de l'article de Michel Saint-Germain, de l'Université d'Ottawa, et de Claire Lapointe et Lyse Langlois, de l'Université Laval. À la suite d'une étude comparative qui a porté sur la relation école-communauté en examinant les rôles et les représentations des directions

d'école entre 2002 et 2005, les auteurs nous présentent les résultats d'un questionnaire dont la majorité des répondants se situent en milieu rural ou semi-urbain. L'une des cinq conclusions principales permet un constat quant à deux finalités qui, contrairement à certaines attentes de la communauté, ne se rejoignent pas systématiquement : soit la réussite scolaire et la réussite identitaire : « les résultats indiquent que les directions d'école semblent coincées entre les demandes de la communauté, la poursuite des objectifs liés à l'identité et à la culture et les pressions des gouvernements pour répondre à la demande publique de performance et de réussite scolaire. »

Simon Laflamme, de l'Université Laurentienne, interroge pour sa part la fréquence d'usage d'Internet au sein de la population scolaire francophone du nord-est de l'Ontario en la comparant à celles d'une autre minorité, celle des élèves des Premières Nations. Laflamme rappelle l'hypothèse suivante : « [...] dans les communautés plus petites comme dans les plus éloignées, le rapport aux médias serait différent de celui qu'on observe dans les milieux plus peuplés et moins excentrés. » Indépendamment de la réponse sollicitée par cette hypothèse, il semble néanmoins que l'usage des médias par les élèves influence le rapport qu'ils entretiennent avec leur communauté.

La doctorante Julie Bérubé, de l'Université de Moncton, compare dans trois régions acadiennes du Nouveau-Brunswick, dont deux sont principalement rurales, la correction des acadianismes présents dans l'épreuve provinciale de rédaction en français langue maternelle de 12^e année. Bérubé tente de percevoir si l'insécurité linguistique des enseignants responsables de la correction transparaît par les erreurs relevées dans les copies des élèves. En s'appuyant sur Francart et Klinkenberg entre autres, elle rappelle le rôle prépondérant de l'école dans la construction identitaire des Acadiens, rôle toutefois mal assumé dans l'enseignement du français : « l'enseignement du français au Nouveau-Brunswick est problématique parce qu'inadapté à la situation sociolinguistique des élèves, mais aussi des enseignants. » Elle arrive à la conclusion que les corrections diffèrent d'une région à une autre et qu'elles sont plus sévères dans le Sud, en milieu urbain, là où les Acadiens sont minoritaires.

Un quatrième article complète le volet scolaire de ce numéro alors que Mirela Moldoveanu, de l'Université du Québec en Outaouais, présente le parcours de jeunes ruraux qui vont étudier en milieu urbain et expérimentent pour la première fois la diversité ethnoculturelle. Le but de son étude vise la sensibilisation à l'importance d'offrir une éducation de type interculturel également en milieu rural : « [...] en milieu homogène, tel que l'espace rural est encore perçu, il serait plus impératif de

sensibiliser les jeunes à l'existence de la diversité [...]. » Cette étude exploratoire ouvre certes des pistes intéressantes pour initier de jeunes ruraux à la pluriethnicité.

Dans un autre ordre d'idée, Sylvie Berthelot et Johann Vallerand, de l'Université de Moncton, et Yves Robichaud, de l'Université Laurentienne, s'intéressent, à la suite d'une enquête menée par le Consortium sur l'entrepreneuriat des universités du Canada atlantique, aux taux d'intention des futurs diplômés universitaires du Canada atlantique, région périphérique des grands centres urbains du pays, de quitter la région après leurs études. Les auteurs identifient trois raisons principales : « les possibilités d'emplois, la possibilité d'élargir leur horizon et le désir de poursuivre leurs études. » Selon eux, l'entrepreneuriat suscite peu d'intérêt, même s'il est perçu positivement, parce que les jeunes y sont peu exposés.

Il est rare d'entendre parler de francophones du Québec en tant que minoritaires dans leur propre province. C'est pourtant ce dont traite Laurie Guimond, de l'Université d'Ottawa, en abordant les défis du déclin démographique, de l'exode des jeunes, du vieillissement de la population, du manque de services, de la perte d'activités économiques et de l'anglicisation auxquels font face les francophones de deux villages de la Basse-Côte-Nord québécoise, soit Lourdes-de-Blanc-Sablon et Tête-à-la-Baleine. Devant le double isolement – milieu rural éloigné et milieu majoritairement anglophone –, Guimond étudie la ruralité de ces francophones minoritaires sous l'angle de la géographie sociale : « L'isolement, tel qu'étudié par la géographie, fait référence aux caractères physiques particuliers des milieux isolés, mais aussi à la culture propre qui les caractérise. » La conciliation appartenance territoriale-identité pose alors un défi de taille.

Le défi est encore plus grand pour les francophones de Southbridge au Massachussets, comme le constate Louis Edward Stelling, de la State University of New York à Albany : « [...] la communauté est démotivée face à la transmission et au maintien du français non seulement à cause de la grande insécurité linguistique des Franco-Américains de Southbridge par rapport au français standard et aux autres variétés du français, mais aussi parce que les locuteurs ne voient pas de raison pratique de parler français aux États-Unis. » Stelling examine les attitudes linguistiques de ces francophones minoritaires afin de mieux saisir les raisons de l'assimilation très avancée vers l'anglais.

Dans le style d'un essai, Lili Juteau, sociologue et chercheuse indépendante, soulève nombre d'interrogations et d'éléments de réflexion relativement au fait français au Québec arctique. Alors que la très grande majorité des locuteurs parle l'inuktitut, langue maternelle des Inuits, le

français y est en progression, quoiqu'au troisième rang des langues parlées après l'anglais : « Au Nunavik, il est fréquent que des Inuits s'adressent en français à une personne francophone. Le même phénomène se produit au bureau de poste, et partout où quelqu'un s'exprime en français. » Juteau rappelle toutefois que l'inuktitut fait face à un plus grand défi de survie que le français.

La non-urbanisation des francophones de l'Île-du-Prince-Édouard est l'objet d'une réflexion originale de Christine Thibaudier-Ness, du ministère de l'Éducation de l'Île-du-Prince-Édouard, alors qu'elle se penche sur l'espace francophone dans la capitale de cette province de petite taille et essentiellement rurale. Cet espace francophone, constitué essentiellement du centre scolaire communautaire, sans être intrinsèquement rural, n'est pas plus urbain que ne l'est Charlottetown : « [...] l'espace urbain francophone de la capitale s'étale sur un vaste terrain vert, non seulement en retrait mais aussi géographiquement isolé. Ainsi, son isolement est encore plus évident puisque, dès sa conception, il n'a jamais été question de lui faire une place dans la ville. » Thibaudier-Ness démontre qu'alors que l'espace rural francophone est bien assumé à l'Île-du-Prince-Édouard, l'espace urbain francophone, lui, est en devenir.

Enfin, un article hors-thème complète ce numéro. Dominique Marquis, de l'Université du Québec à Montréal, brosse un portrait des principales maisons d'édition francophones en Acadie et dans l'Ouest canadien afin de montrer la place qu'elles se sont taillée au sein de leur communauté, mais également dans l'histoire de l'édition canadienne : « Leur naissance et leur longévité sont devenues des symboles de la survie même de ces groupes. » Les facteurs nécessaires à leur création étaient au rendez-vous, tant sur le plan politique qu'économique que sur celui d'une volonté d'affirmation culturelle.

Cette publication a été réalisée grâce au concours d'une équipe, et je veux ici remercier, pour leur précieuse collaboration, toutes les personnes qui la constituent. En premier lieu, j'exprime ma gratitude à Monique Parisien-Légaré, agente de soutien au secrétariat et à l'édition au CRCCF, qui veille méthodiquement et minutieusement à la bonne marche des étapes de production. Son dévouement soutenu est vivement apprécié. Je remercie également Jacques Côté, qui a assuré la révision linguistique des textes, et Éric Forgues, chercheur à l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, qui a coordonné la section des comptes rendus ainsi que celle des publications récentes et des thèses. J'exprime enfin mes remerciements et ma reconnaissance à nos universités partenaires (Alberta, Calgary, Laurentienne, Moncton, Ottawa et Régina) qui assurent le financement de la revue.